

L'énergie

poser une question, et si le ministre est prêt à y répondre, j'aimerais le faire.

M. Lalonde: Oui, le député peut poser une question.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. J'ai le regret d'informer le député que le ministre a utilisé tout son temps de parole. La coutume veut qu'un député ou un ministre puisse accepter qu'on lui pose des questions s'il lui reste encore du temps. Cependant, comme le temps alloué au ministre est expiré, je ne puis vous permettre de lui poser une question.

[Français]

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je voudrais tout d'abord remercier ma collègue de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) de nous permettre de faire aujourd'hui des remarques fort importantes, sur la situation en matière énergétique. Je voudrais également réitérer mon appui aux propositions que nous avons déjà faites. J'ai nettement l'impression que le temps prouvera que ces propositions étaient tout à fait raisonnables.

J'ai été en même temps un peu surpris d'entendre cette répétition de politique en matière énergétique de la part du ministre responsable. Il se réfère, bien sûr, au discours du trône dans lequel on retrouve des propositions que nous entendions, je pense, il y a sept ou huit ans. Lorsque le ministre nous assure aujourd'hui, et sans hésiter, que ce n'est pas une crise de l'énergie, à mon avis, ce n'est pas une crise des matières hydro-énergétiques, car nous en avons à en revendre.

Mais si je fais un petit calcul des 15 dernières années pour ne pas remonter plus loin, on se rendra compte que le gouvernement actuel a été au pouvoir au cours des 15 dernières années, 14 ans et cinq mois. Alors je ne pense pas qu'on puisse nous blâmer encore bien longtemps d'être responsables de cette absence de politique énergétique et de ce manque de clairvoyance. Étant donné les circonstances, je pense que le ministre, en tenant de tels propos aujourd'hui, a justement fait la preuve devant tous les Canadiens de sa faillite incroyable, de la faillite de son gouvernement sur l'absence de mesures, le manque de clairvoyance et cette absence de garantie pour les Canadiens en général lorsqu'il confirme, avec regret bien sûr, que nous importons encore 25 p. 100 de notre consommation domestique. Il le regrette bien sûr, mais que s'est-il fait durant toutes ces années? Il arrive aujourd'hui en nous proposant, en nous répétant des propositions que nous avons déjà entendues, qui n'ont pas été mises en place pour des raisons tout simplement politiques. Je me souviens fort bien qu'en l'espace de quelques mois nous étions obligés de prendre les bouchées doubles à cause de l'inaction d'un gouvernement qui n'avait pas pris au sérieux la situation actuelle.

Et tout cela le ministre responsable va jusqu'à accuser l'ancien gouvernement d'avoir tenté de rouler les consommateurs parce que pour une fois, monsieur le président, nous avons présenté des mesures qui correspondaient à la réalité et qui commandaient du courage pour replacer le Canada sur le chemin de la prospérité et assurer tous ces objectifs dont le ministre a parlé aujourd'hui, l'autosuffisance et, bien sûr, des avantages pour les Canadiens. Fallait-il les payer puisque le gouvernement précédent n'avait pas fait ce qu'il devait faire et n'avait pas pris ses responsabilités?

Nous avons dû présenter un budget et je pense, en tout cas, que nous répondions à nos responsabilités. Nous ne taxions pas ceux qui n'utilisent pas l'essence, et cela c'était important. J'ai

hâte de voir le prochain budget du ministre des Finances (M. MacEachen) quand le très honorable premier ministre (M. Trudeau) n'est pas encore capable aujourd'hui de nous assurer qu'il rejette l'idée de la désindexation.

Alors le moins qu'on puisse dire, monsieur le président, de la position équivoque dans laquelle s'est placé le gouvernement, c'est qu'elle est la conséquence d'une conspiration libérale et néo-démocrate, je pense qu'il ne faut pas l'oublier, visant à faire croire aux Canadiens qu'ils pouvaient échapper à la montée des prix du pétrole à un niveau de plus en plus rapproché du prix international. Je pense qu'il n'y a rien de nouveau à ce sujet. Comment pouvait-on croire que les libéraux étaient sincères quand ils avaient eux-mêmes, depuis trois ou quatre ans pour ne pas dire six, averti les Canadiens que le système actuel de subventions à la consommation du pétrole ne pouvait éternellement durer, et qu'un jour ou l'autre les consommateurs du pays devraient nécessairement payer pour leur pétrole des prix comparables à ceux que paient les consommateurs européens, japonais ou américains?

● (1640)

Même les néo-démocrates, jouant sur deux tableaux, admettaient la nécessité d'une hausse des prix, mais laissaient croire aux Canadiens que par une sorte de miracle ils pouvaient échapper au sort des citoyens des autres pays industrialisés du monde libre. Les néo-démocrates ont chèrement payé cette complicité avec les libéraux, monsieur le président, non seulement ont-ils été frustrés dans leurs propres espoirs de gains électoraux substantiels en Ontario, mais ils ont redonné le pouvoir à celui-là même, le premier ministre, qu'ils feignaient de combattre. Les néo-démocrates ont répété leur stupide tactique. En 1972 au lieu de donner aux progressistes conservateurs une chance véritable de faire leurs preuves et de trouver des solutions aux problèmes presque insolubles dont ceux-ci avaient hérité, les néo-démocrates ont scellé leur alliance avec les libéraux. Ils ont tout simplement remis en selle ceux-là mêmes qu'ils font mine de combattre publiquement mais qu'ils ne cessent de soutenir et d'aider en sous-main.

Aujourd'hui, les néo-démocrates se scandalisent de ce que les libéraux ne tiennent pas leurs plus récentes promesses électorales, notamment au sujet du pétrole, mais peuvent-ils me donner un seul exemple où les libéraux n'ont pas triché avec le peuple, jouant sur les mots, inventant des slogans simplistes, soumettant des formules compliquées que personne ne comprend ou n'a les moyens de vérifier? La conduite des libéraux sur la question du prix du pétrole n'est-elle pas la confirmation de leur duplicité? La fameuse formule canadienne n'est qu'un leurre qui leur a servi à reprendre le pouvoir, mais déjà de nombreux indices nous laissent voir qu'en fin de compte, le prix que les Canadiens devront éventuellement payer pour leur pétrole sera égal sinon supérieur à celui que prévoyait le budget de mon collègue, l'honorable député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), et tout cela après je ne sais combien de reniements, y compris la promesse solennelle du premier ministre, lors de la conférence de Bonn, de tout mettre en œuvre pour que le prix canadien du pétrole rejoigne le prix international. Et tout cela aussi en répudiant l'accord conclu entre le gouvernement de M. Clark et le gouvernement Lougheed, et en mettant tout en œuvre pour déclencher une nouvelle crise politique au risque d'y voir sombrer le Canada lui-même.